

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
Séance du 19 novembre 2020  
Régulièrement convoqué le 13 novembre 2020

Le 19 novembre 2020 à dix-neuf heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au Palais des Congrès Charles Aznavour sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Jérôme BEAUTHÉAC, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Pauline CABANE, Mme Chloé PALAYRET-CARILLION, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, M. Christophe ROISSAC, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, Mme Catherine AUTAJON, M. Laurent LANFRAY, Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir Mme Ghislaine SAVIN), M. Nicolas DELOLY (pouvoir Mme Marie-Christine MAGNANON)

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

#### 4.01 - RENOUVELLEMENT D'UNE CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE MONTÉLIMAR POUR LA PÉRIODE 2021-2023

**Monsieur Jean-Michel GUALLAR, Adjoint au Maire, Rapporteur, expose à l'assemblée :**

Par délibération n°7.01 en date du 5 mars 2018, la ville de Montélimar a décidé d'établir un partenariat avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI) afin de mettre en œuvre le forfait de post-stationnement sur le territoire communal par une convention arrivant à expiration le 31 décembre 2020.

Par cette convention, l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement du forfait de post-stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné.

Ladite convention a pour objet de régir l'accès au système informatique du Service du forfait de post-stationnement de l'ANTAI et d'en définir les modalités et conditions d'utilisation. Elle permet également de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la Collectivité à traiter en phase exécutoire les FPS impayés.

La ville de Montélimar a donc décidé de reconduire son partenariat avec l'ANTAI pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2023 par la signature d'une nouvelle convention.

## LE CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2121-29 et son article R.2333-120-10,

Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractères personnel et à la circulation de ces données,

Vu le décret n°2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création de l'Agence nationale de traitement automatisé des infractions,

Vu arrêté du 6 novembre 2015 modifié fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R.2333-120-10 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 15 décembre 2016 relatif aux mentions et modalités de délivrance du titre exécutoire et de l'avertissement émis en cas de forfait de post-stationnement impayé,

Vu la délibération n° 7.01 du 5 mars 2018,

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Service FPS-ANTAL »,

Après avoir entendu l'exposé précédent,

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### DÉCIDE :

- **D'APPROUVER** la signature de la convention avec l'ANTAL,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de signer tous les documents afférents et de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

### POUR EXPEDITION CONFORME

Fait en Mairie, le 20 novembre 2020

Pour le Maire, par délégation  
L'Adjoint au Maire

Jean-Michel GUALLAR

